

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 26 octobre 2017

CDDH-MIG(2017)R3

COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME  
(CDDH)

**GROUPE DE RÉDACTION SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA MIGRATION  
(CDDH-MIG)**

---

**RAPPORT**

---

3<sup>e</sup> réunion  
24 – 26 octobre 2017

---

**Point 1 : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

1. Le Groupe de rédaction du CDDH sur les droits de l'homme et la migration (CDDH-MIG) a tenu sa 3<sup>e</sup> et dernière réunion à Strasbourg, du 24 au 26 octobre 2017, sous la présidence de M. Morten RUUD (Norvège). La liste des participants figure à l'Annexe I.
2. Le Président ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux participants. L'ordre du jour, tel qu'il est adopté, figure à l'Annexe II.

**Point 2 : Conférence internationale « La rétention d'enfants migrants: Bientôt la fin ? », 25 - 26 septembre à Prague**

3. Le Vice-Président du CDDH-MIG, M. Ota HLIMONAZ (République tchèque), informe le Groupe sur les conclusions de la conférence internationale « *La rétention d'enfants migrants: Bientôt la fin ?* », qui s'est tenue à Prague du 25 au 26 septembre 2017, sous les auspices de la Présidence tchèque du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Partiellement inspirée des travaux du CDDH-MIG et organisée conjointement avec le Conseil de l'Europe, la conférence a rassemblé un large éventail d'acteurs sur le terrain et a abordé un certain nombre de questions, y compris la vulnérabilité et l'impact de la rétention des migrants, les normes relatives aux droits de l'homme et les alternatives à la rétention. Le Vice-Président remercie le Secrétariat du CDDH-MIG pour sa précieuse coopération dans le cadre de la préparation de la conférence ainsi que des membres du Groupe pour leur implication et participation actives. Le Groupe convient de joindre en annexe à l'analyse du CDDH-MIG le rapport à venir de la conférence et, le cas échéant, d'y faire référence.

**Point 3 : Lecture finale du « Projet d'analyse sur les aspects juridiques et pratiques des alternatives efficaces à la rétention dans le contexte des migrations » du CDDH-MIG, à la lumière des commentaires écrits reçus**

4. Le Groupe exprime ses remerciements au Rapporteur, M. Frank SCHÜRMANN (Suisse), et au Secrétariat pour leur travail exceptionnel, tout en exprimant sa satisfaction pour la grande qualité de l'analyse et son contenu exhaustif et utile.
5. Ensuite, le Groupe tient une discussion générale sur les contributions écrites reçues par les Etats membres et les observateurs. Il examine tous les commentaires reçus et requiert, auprès du Rapporteur et du Secrétariat, le cas échéant, certains changements au sein de l'analyse. Une seconde lecture des paragraphes pertinents amendés a lieu et une version finale est présentée et délibérée.
6. Le Groupe adopte l'analyse à transmettre au CDDH en décembre 2017. Il charge également le Rapporteur et le Secrétariat de préparer un résumé de l'analyse à transmettre au CDDH en décembre 2017 en tant que partie intégrante de l'analyse.

**Point 4 : Discussion portant sur les travaux futurs**

7. A la lumière du mandat du CDDH pour le prochain biennium, il est convenu qu'une approche progressive dans le cadre du suivi de l'analyse aurait le plus grand potentiel de succès. Dans un premier temps, la valeur ajoutée dans un avenir proche pourrait prendre la forme d'un manuel pratique et simple d'utilisation pour les autorités sur la mise en œuvre

efficace des alternatives à la rétention des migrants. Un tel manuel ne doit pas se restreindre aux aspects juridiques mais doit également s'appuyer sur les facteurs essentiels d'efficacité afin de donner des orientations sur la mise en œuvre réussie des alternatives et des leçons tirées dans le contexte des migrations. En parallèle à ce travail, le Conseil de l'Europe pourrait, entre autres, étudier la possibilité du lancement de projets spécifiques de coopération sur les alternatives à la rétention des migrants, avec des Etats membres intéressés, sur une base volontaire. Une seconde étape envisageable dans le processus de suivi des travaux actuels pourrait consister, par exemple, en la prise en considération de lignes directrices sur des alternatives efficaces à la rétention des migrants, en mettant potentiellement l'accent sur les enfants en particulier.

#### **Point 5 : Adoption du rapport de réunion**

8. Le Groupe adopte le rapport de réunion.

#### **Point 6 : Questions diverses**

9. Avec l'adoption de *l'analyse sur les aspects juridiques et pratiques des alternatives efficaces à la rétention dans le contexte des migrations*, le Groupe estime avoir rempli son mandat. Il exprime sa satisfaction pour l'approche constructive adoptée par tous les membres tout au long de son travail et remercie le Président pour le déroulement exemplaire des réunions. Le Groupe rend également hommage au travail excellent de son Rapporteur et du Secrétariat durant ses délibérations.

\* \* \*

## **Annexe I**

### **Liste des participants**

#### **MEMBER STATES / ETATS MEMBRES**

##### **ARMENIA / ARMÉNIE**

Mr Gagik YEGANYAN, Head of State Migration Service of Ministry of Territorial Administration and Development

Mr Vardan BARSEGHIAN, Deputy to the Permanent Representative of Armenia to the Council of Europe

##### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Ms Eva PFLEGER, Human Rights Coordinator and Deputy Head of the Department for Residence, Civil Status and Citizenship, Ministry of the Interior

##### **BELGIUM / BELGIQUE**

Mme Colette VAN LUL, Agent devant la Cour de justice de l'Union européenne, Attaché, Droit européen (J2), SPF Affaires Étrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement

##### **BULGARIA / BULGARIE**

Mr Kamen KOUTSAROV, Second Secretary, Human Rights Department, Ministry of Foreign Affairs

##### **CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHÈQUE**

Mr Ota HLINOMAZ (*Vice-Chair of CDDH-MIG / Vice-Président du CDDH-MIG*), Head of Unit for the Proceedings before the United Nations Treaty Bodies, Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice of the Czech Republic

##### **FINLAND / FINLANDE**

Ms Liisa VALJENTO, Counsellor, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Legal Service, Ministry of Foreign Affairs

##### **FRANCE**

M. Pascal LIEUTAUD, Adjoint au chef du Bureau de la rétention et de l'éloignement, Chef du Pôle rétention, Sous-direction de la lutte contre l'immigration irrégulière, Direction de l'immigration, Direction générale des étrangers en France, Ministère de l'intérieur

##### **GREECE / GRÈCE**

Mr Elias KASTANAS, Legal Counsellor, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs of the Hellenic Republic

##### **ICELAND / ISLANDE**

Ms Íris Björg KRISTJANDOTTIR, Special Adviser, Department of Human Rights and Local Government, Ministry of the Interior

**ITALY / ITALIE**

Mr Federico CIATTAGLIA, Head of Division III, Directorate General for the European Union, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation

**LATVIA / LETTONIE**

Mr Vilnis VITOLINS, Director of the Legal Department of the Ministry of the Interior, Representative of Latvia before the European Court of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Ms Irene RITMAN, Policy Coordinator, Migration Policy Department, Ministry of Security and Justice

**NORWAY / NORVÈGE**

Mr Morten RUUD (*Chairperson of CDDH-MIG / Président du CDDH-MIG*), Special Adviser, Legislation Department, Ministry of Justice and the Police

**POLAND / POLOGNE**

Mr Dawid GROCHOWSKI, Chief Specialist, Department of Analysis and Migration Policy, Ministry of the Interior and Administration of the Republic of Poland

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Consuelo CASTRO REY, Senior Head State Attorney, State Attorney's Office

**SWITZERLAND / SUISSE**

M. Frank SCHÜRMANN, Agent du Gouvernement de la Suisse auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, Chef de l'Unité Droit européen et Protection Internationale des droits de l'Homme, Office fédéral de la justice

**OBSERVERS / OBSERVATEURS**

**EUROPEAN NETWORK OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS (ENNHRI) / RÉSEAU EUROPÉEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (REINDH)**

Ms Anica Tomšić STOJKOVSKA, Legal Affairs Advisor to the Ombudswoman

**INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS (ICRC) / COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR)**

Ms Natalie DEFFENBAUGH, Adviser, Unit for Persons Deprived of Liberty, International Committee of the Red Cross (ICRC) – Geneva

Ms Audrey EPRINCHAUD, Junior Legal Advisor, International Committee of the Red Cross (ICRC) – Brussels

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES ONG DU CONSEIL DE L'EUROPE**

M. Jean-Michel CAUDRON

**OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) / HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR)**

Mr Gert WESTERVEEN, Representative to the European Institutions in Strasbourg

Ms Delphine LENEUTRE, Legal Associate, UNHCR Representation to the European Institutions

**COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE**

**EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ)**

Ms Oleksandra SYTNYK, Programme Officer

**CHILDREN'S RIGHTS DIVISION / DIVISION DES DROITS DES ENFANTS**

Ms Naomi TREWINNARD

**SECRETARIAT OF THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY / SECRETARIAT DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE**

Ms Olga KOSTENKO, Secretary, Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons

Ms Olivera SIMIC, Project Officer, Parliamentary Campaign to End Immigration Detention of Children

**SECRETARIAT**

**DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'homme et Etat de droit  
Council of Europe / Conseil de l'Europe, F-67075 Strasbourg Cedex**

Ms Lilja GRETARSDOTTIR, Deputy Head of the Cooperation with International Institutions and Civil Society Division / Chef adjoint de la Division de la coopération avec les institutions internationales et la société civile, *Secretary of CDDH-MIG / Secrétaire du CDDH-MIG*

Ms Theodora KRISTOFORI, Legal Research Assistant / Assistante recherche juridique, Cooperation with International Institutions and Civil Society Division / Division de la coopération avec les institutions internationales et la société civile

Ms Julia WESTMACOTT, Assistant / Assistante, Cooperation with International Institutions and Civil Society Division / Division de la coopération avec les institutions internationales et la société civile

Ms Marie-Christine MIRCEA, Trainee / Stagiaire

**INTERPRETERS / INTERPÈTES**

Ms Amanda BEDDOWS

Ms Isabelle MARCHINI

Mr Derrick WORSDALE

Ms Bettina LUDEWIG

Mr Christopher TYCZKA

## Annexe II

### Ordre du jour (tel qu'adopté)

|                 |                                                                                                                                                                                                                        |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Point 1:</b> | <b>Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour</b>                                                                                                                                                          |
| <b>Point 2:</b> | <b>Conférence internationale « <i>La rétention d'enfants migrants : Bientôt la fin ?</i> », 25 – 26 septembre à Prague</b>                                                                                             |
| <b>Point 3:</b> | <b>Lecture finale du « <i>Projet d'analyse sur les aspects juridiques et pratiques des alternatives efficaces à la rétention dans le contexte des migrations</i> » du CDDH-MIG à la lumière des commentaires reçus</b> |

| <u>Documents de référence</u>                                                          |                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Rapport de la 2 <sup>e</sup> réunion du CDDH-MIG (15-17 février 2017)                  | <a href="#">CDDH-MIG(2017)R1</a> |
| Extraits pertinents du rapport de la 87 <sup>ème</sup> réunion du CDDH (6-9 juin 2017) | CDDH-MIG(2017)01Rev              |

| <u>Documents de travail</u>                                                                                                        |                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Projet d'analyse sur les aspects juridiques et pratiques des alternatives efficaces à la rétention dans le contexte des migrations | CDDH-MIG(2017)02Rev<br><i>Commentaires des Etats membres et observateurs intégrés (Limités)</i> |
| Réseau européen des institutions nationales des droits de l'Homme (REINH)                                                          | <i>Observation écrite (Limitée)</i>                                                             |
| Coalition internationale sur la détention (CID)                                                                                    | <i>Observation écrite (Limitée)</i>                                                             |

| <u>Documents d'information</u>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Conseil de l'Europe</u><br><i>Commissaire aux droits de l'homme</i><br>Il est grand temps que les États investissent dans des alternatives à la détention des migrants, 31/01/2017<br><br><i>Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés</i><br>Principes directeurs relatifs aux critères et aux normes applicables à la détention des demandeurs d'asile et alternatives à la détention, 2012 | <a href="#">Le carnet des droits de l'homme</a><br><br><a href="#">Publication</a> |
| <u>Union européenne</u><br>Alternatives à la détention pour les demandeurs d'asile et personnes en                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                |                             |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| procédure de retour, document préparé par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), 2015 ( <i>uniquement en anglais</i> )                                                                                  | <a href="#">Publication</a> |
| L'utilisation de la détention et des alternatives à la détention dans le contexte des politiques d'immigration, rapport de synthèse préparé par le Réseau européen des migrations (REM), 2014 ( <i>uniquement en anglais</i> ) | <a href="#">Publication</a> |
| <u>CID</u><br>Il existe des alternatives : un manuel pour éviter la détention injustifiée des migrants (édition révisée), 2015 ( <i>uniquement en anglais</i> )                                                                | <a href="#">Publication</a> |

**Point 4:        Discussion portant sur les travaux futurs**

**Point 5:        Adoption du rapport de réunion**

**Point 6:        Questions diverses**